BRIEFINGS
DE L'IFRI

Comité d'études des relations
franco-allemandes (Cerfa)

ifri
depuis
1979

05
OCTOBRE
2021

Une Allemagne en mutation

Le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021

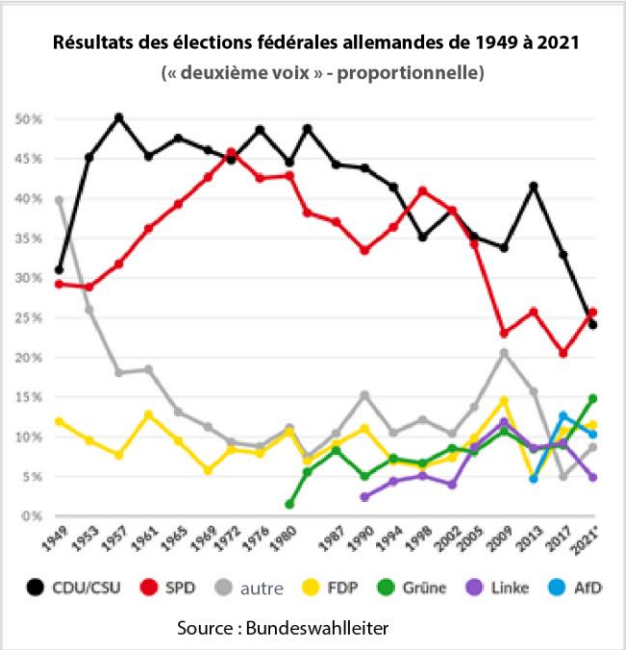
Paul MAURICE

Points clés

- **C'est la première fois depuis 1949 qu'aucun parti n'atteint la barre des 30 %. Théoriquement, il y aurait encore une majorité en faveur d'une grande coalition entre le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), mais le soutien des électeurs à une telle alliance s'effrite visiblement.**
- **Les électeurs des Verts et des libéraux du Parti libéral-démocrate d'Allemagne (FDP), qui restent largement ouest-allemands, appartiennent aux catégories socio-professionnelles supérieures aux plus forts revenus.**
- **La distinction Est/Ouest reste encore marquée : à l'Est, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) stagne mais s'implante localement, la CDU recule, et seul le SPD apparaît comme un « parti de rassemblement ».**
- **Les attentes des électeurs sont très différentes selon leur classe d'âge : les plus jeunes souhaitent un changement avec les Verts et les Libéraux ; les plus âgés recherchent la stabilité avec le SPD et la CDU.**

Introduction

Le système électoral allemand rend parfois difficile la lisibilité des résultats à l'échelle fine. En effet, le scrutin est double. Chaque électeur dispose de deux voix : une voix pour un scrutin uninominal majoritaire à un tour dans une circonscription, une voix pour un scrutin proportionnel par liste à l'échelle du *Land*. Une procédure compensatoire (*Überhangmandate* et *Ausgleichsmandate*) conduit à une augmentation progressive du nombre de députés : le prochain Bundestag en comprendra 735 contre 709 lors de la précédente législature.

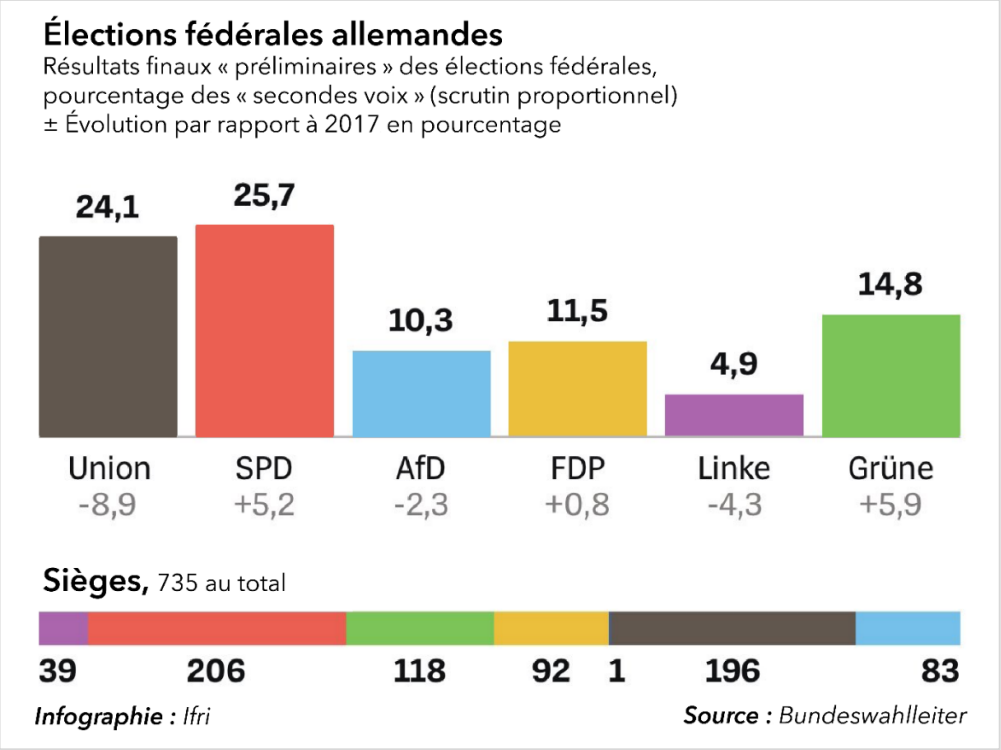


Ces élections fédérales du 26 septembre 2021 ont été marquées par le départ de la chancelière sortante, Angela Merkel, qui ne se représentait pas, ce qui est une première pour un chancelier ou une chancelière sortante dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne.

L'éparpillement du vote et la grande volatilité des électeurs ont conduit à une redéfinition du paysage et de la géographie des partis en Allemagne. Nous nous proposons d'en analyser ici les effets géographiques et socio-économiques, et leurs conséquences pour la redéfinition du système des partis, garant de la stabilité du régime parlementaire allemand.

« Des partis de rassemblement » (Volksparteien) qui ne rassemblent plus ?

Gagnants et perdants



La **CDU-CSU** (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/Union chrétienne-sociale en Bavière) apparaît comme la grande perdante du scrutin du 26 septembre 2021. Son candidat à la chancellerie, **Armin Laschet** n'a pas su profiter de la popularité de la chancelière sortante pour transformer l'essai pour son parti. Alors que la CDU-CSU était créditée de plus de 30 % des voix en mars 2021, elle arrive finalement seconde avec un tout petit peu plus de 24 % des suffrages. C'est une défaite historique pour ce grand parti de gouvernement qui n'était jamais passé sous la barre des 30 %. Il n'y a qu'en Bavière et en Bade-Wurtemberg que l'« Union » arrive en tête. Les deux partis perdent plus de 4 millions de voix par rapport à 2017, alors qu'ils avaient réalisé à l'époque le score de 33 %, un semi-échec pour Angela Merkel – dont le parti avait obtenu 41,5 % des voix en 2013[1].

Le **Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD)** quant à lui gagne près de 2,5 millions de voix par rapport aux élections de 2017. Il passe ainsi de 20,5 % (le pire score de son histoire) à 25,7 % des suffrages et arrive premier, pour la troisième fois seulement

1. Les chiffres officiels des différents résultats sont disponibles sur le site du Commissaire fédéral aux élections (*Bundeswahlleiter*), disponible sur : www.bundeswahlleiter.de.

depuis la création de la République fédérale allemande (RFA) en 1949[2]. Cette victoire est inespérée pour un SPD considéré comme moribond et qui avait recueilli 15,8 % des voix aux élections européennes de 2019. Il retrouve ou consolide ses bastions traditionnels (Ruhr, Basse-Saxe, Sarre). Toutefois, ce score illustre une victoire en demi-teinte :

- Le score de 25,7 % du 26 septembre 2021 est identique à celui de septembre 2013 (même si le SPD recueille 700 000 voix de plus), alors qu'il arrivait à l'époque loin derrière la CDU-CSU.
- Même s'il est premier, jamais aucun parti arrivé en tête n'avait obtenu un score aussi faible. Lors de sa dernière victoire électorale en 2002, le SPD était au coude à coude avec la CDU avec 38,5 % des voix. Par ailleurs, le SPD avait perdu les élections fédérales de 2005 avec 34,2 % des voix.
- Le SPD n'a qu'une très légère avance sur la CDU-CSU, qui arrive seconde avec 24,1 % des voix. Il ne dispose que de dix sièges d'avance au Bundestag, ce qui rend cette victoire fragile.
- Si le parti a fait bloc derrière son candidat, le vice-chancelier et ministre des Finances **Olaf Scholz**, les dissensions internes restent fortes, avec une direction et un parti plus à gauche que son candidat[3].

Suffrages exprimés – « deuxième voix » (scrutin proportionnel)

Parti	2021		2017	
	Voix	%	Voix	%
SPD	11 949 756	25,7	9 539 981	20,5
CDU/CSU	11 173 806	24,1	15 317 344	32,9
Bündnis90/ Die Grünen	6 848 215	14,8	4 158 400	8,9
FDP	5 316 698	11,5	4 999 449	10,7
AfD	4 802 097	10,3	5 878 115	12,6
Die Linke	2 269 993	4,9	4 297 270	9,2
Autres	4 058 883	8,6	2 325 533	5,0

Source : Bundeswahlleiter.

2. Il était arrivé en tête en 1972 et en 1998.
3. Le duo mené par Olaf Scholz avait perdu l'élection interne pour la présidence du parti en novembre-décembre 2019 face au duo Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans, sur une ligne plus à gauche.

Les **Verts** (**Bündnis 90/Die Grünen**) sont les grands gagnants du scrutin. Ils gagnent près de 3 millions de voix, passent de sixième et dernier parti représenté au Bundestag à troisième parti, avec un score qui passe de 8,9 % à près de 15 % des voix. Néanmoins cette victoire a un goût amer pour le parti écologiste qui était crédité au printemps d'un score frôlant les 30 % et le plaçant à égalité, voire devant, la CDU-CSU. La candidate, **Annalena Baerbock** se voyait déjà à la chancellerie. Pourtant c'est bien une victoire qu'ont connue les Verts, qui sont venus concurrencer les deux grands « partis de rassemblement » (*Volksparteien*) en obtenant un résultat bien supérieur à 10 %. Ils sont aujourd'hui dans une position pivot sur l'échiquier politique allemand, car ils sont en mesure de faire une coalition avec le SPD ou bien la CDU-CSU.

Les Vert sont dans une position pivot sur l'échiquier politique allemand

Les libéraux du **Parti libéral-démocrate d'Allemagne (FPD)**, apparaissent également comme des grands gagnants de cette élection, alors que leur progression est relativement limitée. Ils gagnent un peu plus de 300 000 voix et moins d'un point par rapport à 2017. Mais ils réussissent à rester au-dessus de la barre des 10 % et leur électorat ne leur a pas tenu rigueur d'avoir fait échouer les négociations pour la coalition « jamaïcaine[4] » avec la CDU-CSU et les Verts en 2017. Ils pourraient être les deuxièmes « faiseurs de roi » de cette élection.

Le parti d'extrême droite **Alternative pour l'Allemagne (AfD)** et, dans une plus forte mesure, le parti de gauche radicale **Die Linke** reculent sensiblement.

Le parti d'extrême droite perd un million de voix. Alors qu'il avait une entrée remarquée au Bundestag en 2017 avec 12,9 % des voix et était devenu la troisième force politique représentée, il obtient le score de 10,3 % et passe à la cinquième place. Le parti de gauche radicale perd 2 millions de voix et voit son électorat divisé par deux en n'obtenant que 4,9 % des suffrages. Bien que n'atteignant pas la limite des 5 %, il peut se maintenir au Bundestag, car le fait d'avoir gagné 3 mandats directs de députés sortants (deux à Berlin et un à Leipzig) l'y autorise.

Si l'on regarde les chiffres dans leur intégralité, le dernier « gagnant » est le vote qui se porte vers les **« autres » partis**. Aucun de ceux-ci n'atteint la barre des 5 % et ils ne pourront pas être représentés au Bundestag. Néanmoins, si l'on additionne leurs scores respectifs, ils obtiennent 8,6 % des voix et rassemblent plus de 4 millions d'électeurs. Ce résultat est en hausse car ils n'obtenaient que 5 % et un peu plus de 2 millions d'électeurs en 2017. Certes un nombre record de 53 partis était autorisé à concourir. Cette grande diversification de l'offre favorise l'éparpillement du vote, mais cet éparpillement est aussi lui-même révélateur d'une défiance de plus en plus importante

4. En Allemagne, une couleur est associée à chaque parti, ce qui permet de donner des surnoms aux possibles coalitions. Les trois couleurs associées de la CDU-CSU, du FDP et des Verts – noir, jaune et vert – sont celles du drapeau de la Jamaïque.

vis-à-vis du système des partis en Allemagne. Parmi ces partis seuls les « électeurs libres » (**Freie Wähler**) sont représentés dans des parlements régionaux (en Bavière et dans le Brandebourg), ce qui explique leur score de 2,4 %, en hausse de 1,4 %. Cet électorat disparate et conservateur a coûté des voix à la CDU-CSU et à l'AfD. Parmi ceux qui ont reçu le plus grand nombre de voix, nous pouvons évoquer **dieBasis** (1,4 %), parti protestataire, opposé aux mesures sanitaires en Allemagne ou bien **Die Partei** (1 %), parti satirique. On trouve également quelques partis radicaux, comme le **Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD)** ou le groupe néonazi « **Der III. Weg** », qui ont recueilli quelques milliers de voix.

Un seul de ces « tout petits partis » a pu avoir un élu : la **Fédération des électeurs du Schleswig du Sud (SSW)**, car ce parti, qui a recueilli 0,1 % et 35 000 voix, représente la minorité danoise au Schleswig-Holstein et n'est pas soumis à la clause des 5 %.

Un ancrage territorial des deux grands partis qui faiblit

En 2017 la quasi-totalité des 299 circonscriptions avait été gagnée par la **CDU-CSU** ou le **SPD**, à l'exception de **5 mandats directs pour Die Linke**, **3 pour l'AfD** et **1 pour les Verts**. Si les deux grands partis dominent toujours en 2021, la progression des « petits » partis est forte. Les **Verts** et l'**AfD** remportent chacun 16 mandats directs et **Die Linke** n'en conserve que 3.

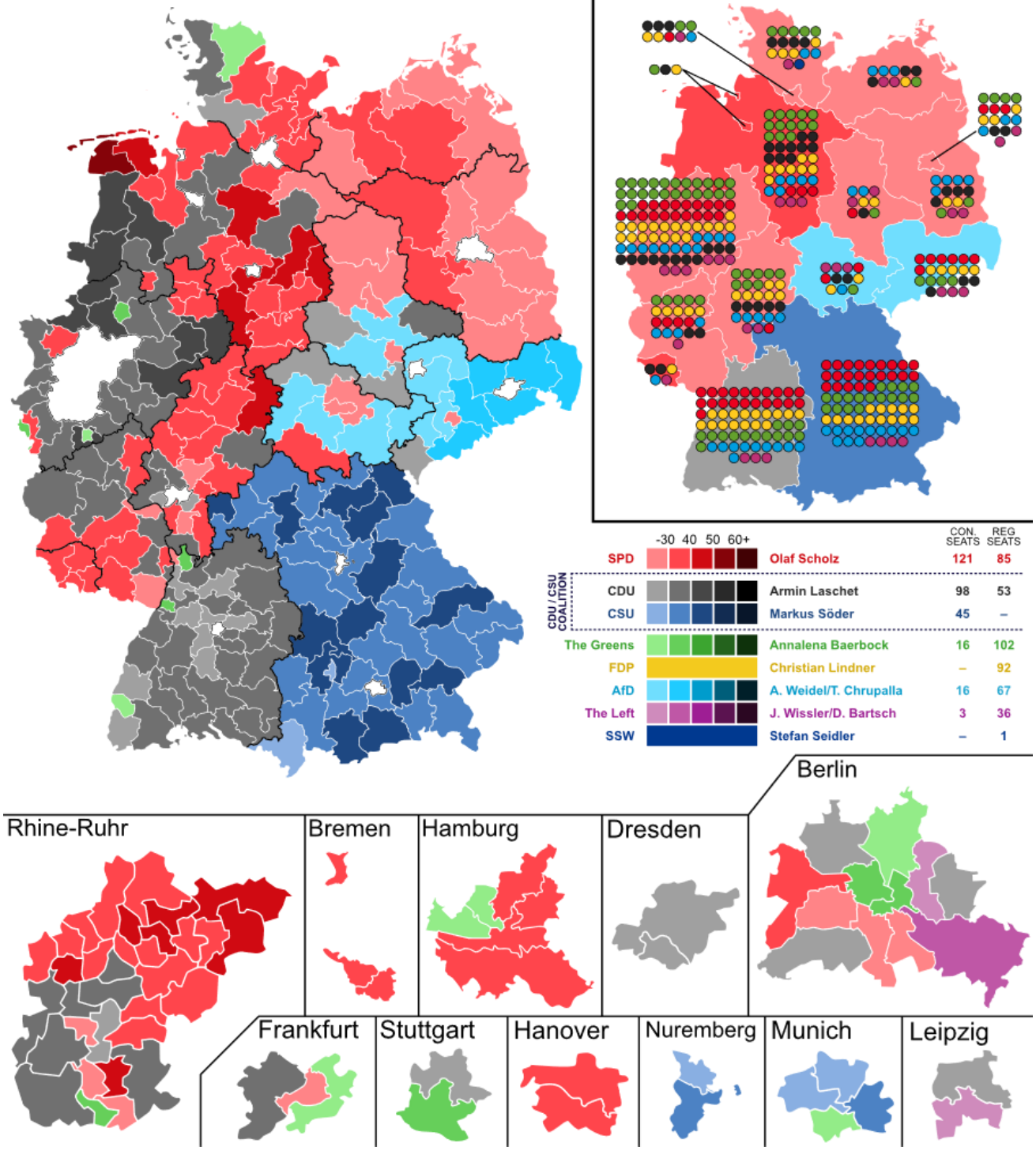
À l'exception notable de la circonscription rurale de Schleswig-Flensbourg, remportée en Schleswig-Holstein par le très populaire et bien implanté co-président des **Verts** Robert Habeck, les 15 autres circonscriptions que le parti écologique remporte se trouvent dans des villes, souvent dotées d'une université, de tradition libérale à l'ouest de l'Allemagne ou à Berlin. Ces victoires des Verts dans les circonscriptions sont révélatrices de la complexité du vote qui s'est porté sur eux. En effet, il ne s'agit pas seulement d'un transfert des électeurs du SPD vers les écologistes. Si cela est vrai pour les circonscriptions de Hambourg-Altona, Bonn ou Berlin-Mitte, l'ancien co-président des Verts, Cem Özdemir, a gagné avec 40 % des voix dans la circonscription de Stuttgart I, que la CDU avait gagnée en 2017 avec 32 % des voix. À Heidelberg, Franziska Brantner obtient 30 % des voix contre 16 % en 2017 quand la CDU l'avait emporté avec près de 33 % des suffrages. Le même phénomène peut être observé dans les circonscriptions de Fribourg-en-Brisgau, Aix-la-Chapelle ou Münster.

> Si les deux grands partis dominent toujours, la progression des « petits » partis est forte

Résultats des élections fédérales allemandes de 2021

Résultats dans les circonscriptions
(scrutin uninominal)

Résultats dans les Länder
(scrutin proportionnel)



Source : Carte des résultats des élections fédérales allemandes de 2021, licence Creative Commons. Disponible sur : https://commons.wikimedia.org.

De fortes disparités culturelles, économiques et socio-spatiales exprimées dans le vote

Un vote orienté par la catégorie socio-économique à laquelle appartiennent les électeurs ?

La participation électorale de 76,6 % est en très légère hausse par rapport à 2017. Cette forte participation peut s'expliquer en partie par le vote par correspondance (autour de 40 %). Néanmoins, la fracture Est/Ouest reste forte avec une participation de 67,9 % en Saxe-Anhalt et de 79,8 % en Bavière. Le revenu disponible par habitant en Bavière en 2018 était de 25 309 euros (€) alors qu'il était de 20 504 € en Saxe-Anhalt[5]. À l'échelle locale, le différentiel est encore plus fort entre les deux *Länder* : dans la circonscription d'Anhalt où a été élu un député AfD, seuls 64,9 % des électeurs ont voté alors qu'ils étaient 84,8 % à s'exprimer dans la circonscription de München-Land, en banlieue de Munich, qui a élu un député CSU. Outre la différence entre espace rural et péri-urbain, il y a ici un fort écart socio-économique entre les deux circonscriptions. À Munich, seule 2,7 % de la population n'a pas de diplôme et 50 % des habitants ont un diplôme d'études supérieures, le chômage se limite à 2,7 % et le revenu disponible des ménages par habitant y est de 30 000 €. Dans la circonscription d'Anhalt, ce revenu est de 17 535 €[6], un quart de la population a un diplôme d'études supérieures et près de 10 % des habitants n'ont pas de diplôme, alors que le chômage atteint 9,2 %.

La fracture Est/Ouest reste forte

Cette différence entre les revenus, le niveau d'étude et le taux de chômage, a bien sûr une influence sur le taux de participation. Néanmoins, une forte participation ne défavorise pas nécessairement l'AfD qui attire d'anciens abstentionnistes. Dans la circonscription de Görlitz à la frontière polonaise, la participation a été de 75 %, et a permis au co-candidat à la chancellerie de l'AfD, Tino Chrupalla, d'être élu avec 36 % des voix (dans une circonscription que l'AfD avait gagnée en 2017). Certes il bénéficie de sa notoriété nationale, mais dans la circonscription voisine de Bautzen I (gagnée par l'AfD en 2017), la participation de 77 % a également permis à la candidate de l'AfD d'être élue avec près de 34 % des voix. Dans cette dernière circonscription, le revenu disponible des ménages est de 18 623 €, 30 % des habitants ont un diplôme d'études supérieures et le chômage y est de 6,9 %. Certes les chiffres montrent que cela est inférieur à la moyenne nationale, mais la situation socio-économique n'y est pas non plus catastrophique. Il faut apporter

5. Les indications socio-économiques à l'échelle des *Länder* et des circonscriptions sont disponibles sur le site du Bundeswahlleiter (www.bundeswahlleiter.de) ainsi que sur les sites de données statistiques des *Länder* : www.statistik.bayern.de ou www.statistik.sachsen-anhalt.de.
6. À titre de comparaison, autour de 22 850 € pour l'ensemble de l'Allemagne.

ici d'autres explications pour expliquer cet ancrage territorial fort de l'AfD en Saxe, dans le sud de la Thuringe et dans le sud de la Saxe-Anhalt :

- La position de premier parti n'y est pas nécessairement due à une progression de l'AfD, mais à un recul de la CDU.
- La marginalisation de ces territoires au sein de la République fédérale – et le sentiment de marginalisation d'une partie de la population, entraîne une forte méfiance.
- Dans ces territoires de l'ex-RDA, le sentiment de déclassement pousse davantage à un vote protestataire : il s'agit souvent d'un sentiment d'être laissés pour compte.
- La motivation principale du vote reste souvent l'expression d'un vote protestataire, d'une forme de racisme et d'islamophobie. C'est d'ailleurs dans ces territoires que l'AfD avait gagné ses trois premiers mandats directs en 2017, car la frontière tchèque représentait un point de passage ou d'entrée des migrants en 2015[7].

Comme nous l'avons vu, les **Verts** grignotent sur les deux électorats de la **CDU-CSU** et du **SPD**, et sont capables de faire la synthèse en fonction de la structure socio-économique locale d'un électoral du centre (gauche ou droit), plutôt libéral, éduqué et diplômé, dans les circonscriptions qu'ils emportent[8]. À Bonn, circonscription que les Verts gagnent, le revenu disponible des ménages est de 23 000 € (au-dessus de la moyenne nationale), les personnes avec un niveau d'études supérieures sont de 50 % et la proportion de personnes sans diplômes est de 2,8 %. À Heidelberg, le revenu est de 22 796 €, 43,7 % des habitants ont un niveau d'études supérieures et seulement 3,3 % des personnes n'ont pas de diplômes. **À l'Est**, cette cristallisation du vote en fonction des catégories socio-professionnelles est davantage marquée. Les Verts n'obtiennent aucun mandat direct et n'obtiennent des résultats de « secondes voix » (proportionnelle) que dans les grandes villes où les revenus et les niveaux d'études sont supérieurs. Toutefois, même dans ces circonscriptions, ils ne dépassent que rarement la barre des 20 %. Leurs meilleurs scores sont dans les circonscriptions de **Leipzig II** (21,3 %) et les deux circonscriptions de **Dresde** (respectivement 15 % et 16 %). Mais dans les autres circonscriptions de l'ex-RDA, ils obtiennent quasi systématiquement des résultats inférieurs à 5 %.

Le **FDP** ne gagne aucune circonscription directe. Ils emportent leurs meilleurs scores au Bade-Wurtemberg ou en Hesse, dans la région de Francfort-sur-le-Main, capitale économique de l'Allemagne. Quelques bons résultats sont à observer en Saxe, dans la région de Dresde, où ils sont bien implantés depuis la réunification en raison de

7. F. Virchow, « Alternative für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Notes du Cerfa*, n° 152, Ifri, mars 2020, disponible sur : www.ifri.org.
8. A. Lensing, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ? », *Notes du Cerfa*, n° 158, Ifri, janvier 2021, disponible sur : www.ifri.org.

leur programme de protection des libertés individuelles tranchant avec l'autoritarisme de l'ex-RDA. En Bade-Wurtemberg, les libéraux obtiennent leurs meilleurs résultats dans la circonscription de Rottweil-Tuttlingen au sud du *Land* où le revenu par habitant atteint 23 526 €. Toutefois, dans cette circonscription, le diplôme d'enseignement secondaire de cycle court (*Realschule*) est majoritaire avec 49,8 % des habitants. Ceci est révélateur d'une structure sociale principalement composée de petits entrepreneurs, le fameux « *Mittelstand* », dont le FDP a fait son électorat privilégié avec un programme de baisse de taxe sur les petites et moyennes entreprises[9].

Le parti de gauche radicale Die Linke recule partout dans les territoires de l'ex-RDA

Le parti de gauche radicale **Die Linke**, qui s'était fait depuis la réunification le porte-voix des intérêts des Allemands de l'Est, recule partout dans les territoires de l'ex-RDA. En Thuringe, seul *Land* dirigé par un ministre président issu de **Die Linke**, le parti arrive quatrième position derrière l'**AfD**, le **SPD** et la **CDU** avec 11,4 % des voix, alors qu'il était arrivé premier lors des élections régionales de 2019 avec 31 % des voix. Il pâtit d'un transfert de voix vers le SPD qui bénéficie d'un effet national et vers l'AfD qui se pose désormais comme seul parti protestataire représentant les intérêts des Allemands de l'Est. L'électorat vieillissant de Die Linke et les difficultés à se positionner politiquement, entre protestation et volonté de gouverner à l'échelle fédérale, explique également ce recul[10]. L'est de Berlin semble être le dernier bastion pour **Die Linke**. Dans les deux circonscriptions qu'ils emportent, les candidats sont des personnalités populaires : Gesine Lötzsch à Lichtenberg (ou le PDS puis Die Linke ont systématiquement gagné depuis la réunification) et Gregor Gysi, ancien co-président et porte-parole du parti, à Treptow-Köpenick. Dans ces deux quartiers de grands ensembles, datant de l'époque de la RDA, la socialisation est restée marquée par l'empreinte du régime est-allemand. Les revenus par habitant sont faibles (autour de 18 000 €) et le chômage important (9,4 %).

Une fracture Est/Ouest marquée par l'écart entre le SPD et la CDU

Le **SPD** a gagné des voix dans tous les *Länder* d'Allemagne, mais les gains les plus importants ont été réalisés en Allemagne orientale, avec une augmentation de 9,9 %. Dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, où un nouveau *Landtag* a été élu le même jour que les élections fédérales, le SPD a obtenu la plus forte augmentation des voix de tous les *Länder*, avec 14 %, atteignant 29 % des suffrages (et près de 40 % aux élections régionales). L'augmentation dans les « anciens » *Länder* de l'Ouest a été beaucoup plus modérée, avec 4,2 %. Cependant, le SPD a de nouveau fait mieux dans

9. U. Jun, « Élections fédérales allemandes : le retour au pouvoir des libéraux-démocrates du FDP ? », *Notes du Cerfa*, n° 162, Ifri, juin 2021, disponible sur : www.ifri.org.
10. T. Holzhauser, « Quelle gauche en Allemagne ? Le parti Die Linke en pleine crise identitaire », *Notes du Cerfa*, n° 161, Ifri, mai 2021, disponible sur : www.ifri.org.

l'ouest de l'Allemagne, avec 26,1 %, qu'à l'Est, avec 24,2 %. Toutefois, les différences au sein de l'Allemagne se sont atténuées avec cette élection. Si le niveau de vie et les transports ont progressé, le PIB de l'Est ne représente que 80 % de celui de l'Ouest (75 % si l'on ne prend pas en compte le *Land* de Berlin). La distinction entre l'Est et l'Ouest reste toujours un enjeu électoral, à plus forte raison avec la progression de l'AfD. À l'Est, le programme du SPD a trouvé un écho important, notamment la promesse d'un salaire minimum de 12 €, car la part des bas salaires reste plus importante[11].

La décision du gouvernement de mettre un terme à l'utilisation du charbon pour la production d'électricité a eu des effets politiques, notamment en Saxe-Anhalt[12]. Dans le sud du *Land*, dans le Burgenland, de nombreuses centrales sont encore en activité et celle de Deuben sera la première à fermer en décembre prochain. Dans la circonscription électorale de Burgenland-Saalekreis, cette décision a en grande partie influencé le vote. Alors qu'en 2017 la CDU l'emportait largement avec plus de 30 % des voix, le député chrétien-démocrate n'est élu que de justesse face à l'AfD (26,3 % et 26 %) et la seconde voix se porte très largement sur l'AfD (24,9 % contre 22,8 % pour le SPD arrivé second). La question de la transition énergétique, très présente dans la campagne, a éludé les effets sociaux dans ces territoires : perte d'emploi, difficile reconversion et sentiment d'abandon de la part des autorités. D'ailleurs dans cette même circonscription, les Verts ne dépassent pas 4 %.

> La distinction entre l'Est et l'Ouest reste toujours un enjeu électoral

Le 28 mai 2021, Marco Wanderwitz, délégué du gouvernement fédéral chargé des « nouveaux *Länder* » affirmait dans un *podcast* de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à propos des Allemands de l'Est : « On a affaire à des gens qui sont en partie socialisés dans une forme de dictature, […] ils ne sont pas arrivés à la démocratie même après trente ans[13]. » Pour le ministre président chrétien-démocrate de Saxe, Michael Kretschmer, ces propos de Marco Wanderwitz, sont en partie responsable des mauvais résultats de la CDU à l'Est lors des élections fédérales[14]. La CDU arrive troisième en Saxe avec 17,2 %, derrière l'AfD (24,6 %) et le SPD (19,3 %), perdant près de 10 % par rapport à l'élection précédente. Le recul de 15,7 % du parti chrétien-démocrate est encore plus fort en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où la CDU n'obtient que 17,4 %. Les chrétiens-démocrates est-allemands ont eu le sentiment de ne pas avoir été entendus au niveau fédéral. Ils avaient clairement indiqué à deux reprises qu'ils avaient rejeté Armin Laschet pour des raisons stratégiques. Au moment de l'élection du président

11. E. Dubslaff, « Le SPD entre réorientations programmatiques et permanence politique ? », *Notes du Cerfa*, n° 164, Ifri, juillet 2021, disponible sur : www.ifri.org.
12. F. C. Matthes, « La sortie du charbon pour la production d'électricité en Allemagne : un modèle pour l'Europe ? », *Études de l'Ifri*, avril 2021, disponible sur : www.ifri.org.
13. T. Steppat, « Ostbeauftragter über AfD-Wähler : „Nach 30 Jahren nicht in der Demokratie angekommen" », *F.A.Z. Podcast für Deutschland*, 28 mai 2021, disponible sur : www.faz.net.
14. « Kretschmer zur Wahlniederlage : „Die Menschen wollten deutschlandweit nicht CDU wählen" », *Leipziger Volkszeitung*, 27 septembre 2021, disponible sur : www.lvz.de.

du parti, beaucoup préféraient Friedrich Merz ; au moment de la désignation du candidat de l'« Union », ils auraient préféré le bavarois Markus Söder. Certaines fédérations de la CDU de l'Est souhaitent un rapprochement avec l'AfD et n'excluent pas une coopération[15]. Les Ministre-présidents des *Länder* de Saxe-Anhalt et de Saxe, Reiner Haseloff et Michael Kretschmer, en revanche, ont clairement pris leurs distances avec les représentants de l'AfD. Cette dernière stratégie a été la plus réussie jusqu'à présent, même si elle n'a guère modifié la force de l'AfD : Kretschmer et Haseloff ont tous deux gagné contre l'AfD lors des élections régionales. Les tentatives de rapprochement avec l'AfD, ont, quant à elles, échoué partout dans cette élection. Dans la circonscription 196 de Thuringe du Sud (Suhl – Schmalkalden-Meiningen – Hildburghausen – Sonneberg), la CDU a présenté l'ancien chef des services de renseignement de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), Hans-Georg Maaßen, dont les positions sont parfois proches de celles de l'AfD. Il a perdu contre le candidat du SPD, Frank Ullrich, qui a obtenu 33,6 % des voix. Bien plus, Maaßen avec 22,3 % était talonné par le candidat de l'AfD (21,2 %). Même si le candidat du SPD a bénéficié d'un report de voix après l'appel des Verts à voter pour lui, cette stratégie de la CDU à l'Est n'a pas été efficace, les scores d'une CDU « droitisée » ne payant pas en nombre de voix.

Une volonté de changement ? Le comportement électoral selon les groupes d'âge

Ces élections ont également montré l'attractivité qu'ont représentée le **FDP** et les **Verts** pour les plus jeunes électeurs. Les moins de 25 ans ont été 22 % à se prononcer pour le FDP et 23 % à se prononcer pour les Verts, alors qu'ils n'ont été que 11 % et 14 % à se prononcer pour la **CDU-CSU** et pour le **SPD**. Chez les primo-votants on retrouve sensiblement la même répartition. Si l'on regarde la tranche d'âge des plus de 70 ans, ils ont été 39 % à se prononcer pour la CDU-CSU et 33 % pour le SPD, alors qu'ils ne sont que respectivement 7 % et 8 % à s'être prononcés pour les Verts et le FDP. En effet, ces deux partis proposaient un vrai programme quant aux questions qui occupent les plus jeunes : le changement climatique, l'écologie et la transformation numérique de l'Allemagne.

Il est par ailleurs intéressant de noter que sur ces deux catégories d'âge, l'**AfD** ne recueille que 8 % pour les moins de 25 ans et 6 % pour les plus de 70 %, en deçà de leur score toutes tranches d'âge confondues. La majorité de leur électorat appartient donc à la population active. On voit également progressivement disparaître les plus âgés des électeurs de **Die Linke**, les anciens cadres et nostalgiques du régime de la RDA. Néanmoins 8 % des moins de 25 ans se sont prononcés pour le parti de la gauche radicale, presque le double de son score final. Enfin, si les attentes de la

15. F. Decker, « L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel », *Notes du Cerfa*, n° 157, Ifri, décembre 2020, disponible sur : www.ifri.org.

jeunesse peuvent être importantes, dans le vote pour une alternative, qu'elle soit écologiste, libérale ou de la gauche radicale, les moins de 29 ans ne représentent que 14,4 % du corps électoral, alors que les électeurs de plus de 50 ans sont 57,7 % en Allemagne.

Conclusion

Une évolution de longue date – la fragmentation croissante du système de partis en Allemagne – a rencontré au cours de cette élection une volonté de changement après 16 ans de gouvernement de la CDU-CSU sous Angela Merkel.

Cette volonté de changement se reflète dans la comparaison des résultats électoraux des différents groupes d'âge. Mais il y a eu une forte incertitude quant à la manière et à la direction à prendre, en particulier sur les questions de climat et de protection de l'environnement. Car si l'année électorale a été marquée par des feux de forêt, des inondations catastrophiques et un rapport dévastateur du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les Verts n'ont guère pu en profiter.

Le temps des « partis de rassemblement » semble terminé, également pour la CDU-CSU. Mais personne n'a été en mesure de tirer un avantage substantiel de cette faiblesse des partis au pouvoir. En conséquence, les négociations de la coalition risquent d'être difficiles.

***Paul Maurice** est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri, où il travaille en particulier sur les questions de politique intérieure allemande et les relations franco-allemandes dans le cadre de la construction européenne.*

Comment citer cette publication :

Paul Maurice, « Une Allemagne en mutation : le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021 », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 5 octobre 2021.

ISBN : 979-10-373-0424-7

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Bihlmayer Fotografie/Shutterstockcom

institut
français des
relations
internationales

depuis
1979

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org